

**CONSEIL DE PRUD'HOMMES
DE BOURGES**

1, place Mirpied - BP 702
18014 BOURGES CEDEX

Tél : 02.48.23.01.20

Fax : 02.48.69.06.85

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS



ORDONNANCE DE RÉFÉRÉ

RG N° R 12/00034

EXTRAIT DES MINUTES
du CONSEIL de PRUD'HOMMES
de BOURGES (CHER)

Prononcée à l'audience publique du 28 Juin 2012

Par Monsieur Pierre PINSON, Président (E)
assisté de Madame Patricia FRAGNIER, Greffier

FORMATION DE RÉFÉRÉ

AFFAIRE
Oswald SENOUSI
contre
SNCF/ERV TOURS

MINUTE N° R/12/00042

ORDONNANCE DU
28 Juin 2012

Qualification : Contradictoire
et en premier ressort

Expédition revêtue de
la formule exécutoire
délivrée

le :

à :

ENTRE

Monsieur Oswald SENOUSI
13 rue Célestin Gérard
18100 VIERZON
Assisté de Monsieur Michel SERVOLLE (Délégué syndical
ouvrier)

DEMANDEUR

ET

SNCF/ERV TOURS
1 place du Général Leclerc
37000 TOURS
Représenté par Monsieur BENEZIT (Directeur Commercial)
assisté de Me Alain TANTON (Avocat au barreau de
BOURGES)

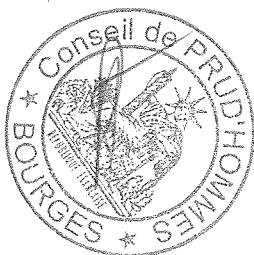
DÉFENDEUR

COMPOSITION DE LA FORMATION DE RÉFÉRÉ
lors des débats et du délibéré :

Débats à l'audience publique du 22 Juin 2012

Monsieur Pierre PINSON, Président Conseiller Employeur
Monsieur Philippe VAPELLE, Assesseur Conseiller Salarié

Assistés lors des débats de Madame Patricia FRAGNIER,
Greffier



CHEFS DE LA DEMANDE

- Paiement des salaires des mois d'avril, mai et juin 2012 3 710,00 Euros
- Remise en état du contrat de travail, sous astreinte de 1 000 € par jour de retard sans délai à la notification de la décision du Conseil de Prud'hommes
- Article 700 du Code de Procédure Civile 1 300,00 Euros
- Remboursement du timbre fiscal 35,00 Euros

PROCÉDURE

M. Oswald SENOUSSE a saisi la Formation de Référé le 4 juin 2012.

Les parties ont été convoquées devant la Formation de Référé du 22 juin 2012 devant laquelle elles ont comparu comme indiqué en première page.

A cette audience, le Conseil a entendu les explications des parties et mis l'affaire en délibéré jusqu'au 28 juin 2012.

FAITS ET ARGUMENTS DES PARTIES

Monsieur Oswald SENOUSSE indique avoir travaillé à la SNCF-ERV TOURS au titre de divers contrats à durée déterminée (CDD) depuis août 2010 et que par jugement du 26 mars 2012, le Conseil de Prud'hommes de Bourges a requalifié ces contrats en contrats à durée indéterminée (CDI).

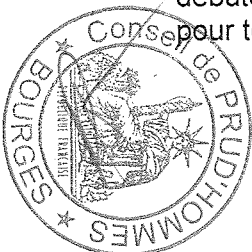
Il précise que dès le 6 avril 2012, son employeur l'a informé n'avoir alors aucune affectation à lui proposer et que le Responsable des Ressources Humaines du secteur contacté par téléphone par Maître METTRAY - Huissier de Justice - a déclaré « s'opposer à la requalification du contrat de travail de Monsieur SENOUSSE et décidé de le licencier ».

À ce jour, aucune démarche n'a été effectuée par la SNCF-ERV à l'encontre de la décision prononcée par le Conseil de Prud'hommes de Bourges et aucune procédure de licenciement n'a été engagée.

Monsieur SENOUSSE demande donc la remise en état du contrat de travail et, dans la mesure où celui-ci n'est pas rompu, le paiement de ses salaires d'avril, mai et juin 2012 soit une somme de 3 710,00 €.

Il indique que l'attitude de son employeur l'a contraint à engager des frais pour la présente procédure et demande le versement d'une indemnisation de 1 300,00 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile ainsi que le remboursement du montant du timbre fiscal de 35 € qu'il a dû acquitter lors de la saisine.

En réponse la SNCF-ERV TOURS déclare que le contrat à durée déterminée (CDD) ayant débuté le 7 octobre 2011 avait pour objet le remplacement d'une salariée en congé maternité et pour terme le 5 avril 2012 au soir.



Elle indique que la demande de remise en état du contrat de travail formulée par Monsieur SENOUSSE a le caractère d'une réintégration à son poste, mesure qui ne peut être ordonnée par le Conseil de Prud'hommes, Monsieur SENOUSSE n'étant pas salarié protégé, victime d'un licenciement irrégulier, ni licencié pour raison de grève.

Il en résulte que la demande de paiement de salaires formulée au titre des mois d'avril, mai et juin 2012 ne peut aboutir, aucune prestation de travail n'ayant, de surcroît, été effectuée.

Il en est de même de la demande formulée au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile et du remboursement des frais de timbre.

En conséquence, il y a lieu de constater qu'il existe une contestation sérieuse sur les demandes formulées par Monsieur SENOUSSE qui ne peuvent être tranchées que par les juges du fond.

MOTIFS DE LA DÉCISION

Attendu que par jugement prononcé le 26 mars 2012, le Bureau de Jugement du Conseil de Prud'hommes de Bourges a requalifié en contrat à durée indéterminée (CDI) le contrat à durée déterminée (CDD) conclu le 23 septembre 2011 par la SNCF-ERV du CENTRE à l'égard de Monsieur SENOUSSE.

Attendu que lors de cette décision, la SNCF-ERV du CENTRE se voyait condamnée au versement à Monsieur SENOUSSE d'une somme de 2 540,82 € à titre d'indemnité de requalification.

Attendu que cette somme n'a pas été versée et que la décision rendue n'a pas fait l'objet d'appel de la part de la SNCF-ERV du CENTRE.

Attendu qu'il convient de constater qu'aucune procédure de licenciement n'a été engagée et que le contrat de Monsieur SENOUSSE n'est pas rompu.

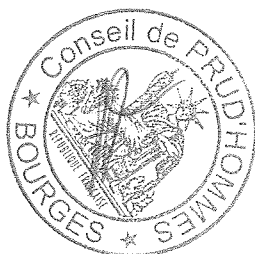
Attendu que l'article R. 1455-7 du Code du Travail stipule : « Dans le cas où l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable, la formation de référé peut accorder une provision au créancier ou ordonner l'exécution de l'obligation même s'il s'agit d'une obligation de faire ».

Attendu en conséquence qu'il y a lieu d'ordonner à la SNCF-ERV TOURS de verser à Monsieur SENOUSSE la somme de 3 710 € au titre des salaires d'avril, mai et juin 2012.

Attendu que pour cette procédure Monsieur SENOUSSE a dû engager des frais ; qu'il lui sera donc alloué une somme de 500 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

Attendu enfin que la SNCF-ERV TOURS sera condamnée aux dépens qui comprennent de plein droit la contribution pour l'aide juridique et devra en conséquence rembourser à Monsieur SENOUSSE le timbre fiscal de 35 €.

Pour le surplus, les parties seront invitées à mieux se pourvoir si elles le désirent.



PAR CES MOTIFS

La formation de Référé du Conseil de Prud hommes de BOURGES, statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort :

DIT que le contrat de travail de Monsieur Oswald SENOUSI requalifié en contrat à durée indéterminée (CDI) le 26mars 2012 n'a pas été rompu, le licenciement n'ayant pas été prononcé.

ORDONNE à la SNCF-ERV TOURS de verser à Monsieur SENOUSI les sommes ci-après :
- 3 710 € au titre des salaires d'avril, mai et juin 2012,
- 500 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

CONDAMNE la SNCF- ERV TOURS aux dépens dont le remboursement à Monsieur SENOUSI de la contribution de 35 € pour l'aide juridique.

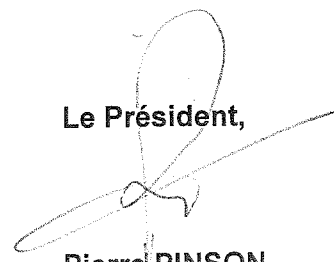
RENOVOIE les parties à se pourvoir au fond si elles le désirent pour le surplus.

Ainsi fait, jugé et prononcé les jour, mois et an que dessus.

Le Greffier,


Patricia FRAGNIER

Le Président,


Pierre PINSON

